Les tentations de la prospérité

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4654>

DOI : 10.4000/rea.4654

ISBN : 978-2-8218-0826-3

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 28 avril 2014

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Les tentations de la prospérité », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 112 | avril 2014, mis en ligne le 16 mai 2014, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4654>

Les tentations de la prospérité

Isabelle Bourgeois

Chargée de recherche au CIRAC et rédactrice en chef de *Regards sur l'économie allemande*

croissance, budget, Etat, industrie, pouvoir d'achat, politique sociale

3-4

Vers une croissance de 2 % en 2014

Par contraste avec les autres économies de l'UE, l'Allemagne présente actuellement toutes les caractéristiques d'un « modèle de croissance » : les finances publiques sont à l'équilibre, la dette se réduit, la production industrielle tourne à bonne allure, les acteurs économiques sont résolument confiants, le marché de l'emploi est dynamique – et, à l'extérieur, la conjoncture européenne et la demande mondiale gagnent en vigueur... Les indicateurs sont solides au point que, le 20 mars, le Conseil des Sages a revu à la hausse sa prévision de croissance pour l'année en cours : en 2014, le PIB devrait donc croître de 1,9 %, et non plus de 1,6 % comme estimé à la fin novembre (voir *REA* 111/2013). Le 7 avril, à l'occasion de l'ouverture de la Foire de Hanovre, le président de la Fédération de l'industrie (BDI) avançait pour sa part un taux de 2 %. Quant au gouvernement fédéral, plus prudent, il estime la croissance 2014 à 1,8 % dans le programme de stabilité remis à la Commission européenne au début avril.

Excédent commercial en net recul

Pour 2014, les indicateurs sont donc bien orientés. Certes, en 2013, le PIB allemand, tiré presque exclusivement par la consommation intérieure, n'avait connu qu'une hausse de 0,5 % (données CVS ; Destatis). La faiblesse de la demande au sein de l'UE et dans le monde avait bridé les exportations (en hausse de 0,6 % tout de même), alors que les importations continuaient de croître (+1,3 %) ; la contribution du commerce extérieur au PIB a été négative (-0,3 points de pourcentage). Et, par rapport à 2012, l'excédent commercial (206 milliards € en 2013) ne s'est accru que de 7,5 milliards €. Au sein de l'UE, l'Allemagne « *ne se caractérise donc plus par une situation de déséquilibre inquiétant* », résume la Bundesbank (rapport de mars 2014).

Accélération de la croissance depuis la fin 2013

Bien que modérée, la croissance a été continue en 2013, gagnant au fil des mois en fermeté par rapport à l'année précédente : au dernier trimestre, elle a été de 1,3 % par rapport au même trimestre 2012, alors que l'année avait moins bien commencé (avec -1,6 % au premier trimestre en comparaison annuelle). C'est cette accélération à la fin de

2013 qui explique la bonne tenue de l'indice ifo et, de manière générale, la confiance des acteurs économiques.

Des conditions favorables à la reprise de l'investissement

En janvier 2014, la production industrielle a enregistré une hausse de 1,5 % par rapport à janvier 2013 ; elle a été nette dans le secteur des biens d'investissement (+ 2 %) et des biens intermédiaires (1,25 %). Les entrées de commandes ont suivi la même évolution, les commandes étrangères étant les plus dynamiques, principalement en provenance des pays tiers (+6,25 %). En valeur, les exportations ont nettement augmenté (+2,25 % par rapport à décembre 2013), moins cependant que les importations (+4,25 % ; Bundesbank, rapport de mars). Au fur et à mesure que les perspectives européennes et mondiales s'éclaircissent, et alors que l'accès au crédit reste favorable, l'utilisation des capacités retrouve son taux normal, ce qui « *crée des conditions favorables pour délier l'investissement des entreprises* » et aura un effet bénéfique sur la demande domestique en matière de construction et d'installations, souligne la Bundesbank dans son rapport de février.

Confiance des Allemands à un niveau historique

Le moral des Allemands atteint un niveau historique. Interrogés en décembre 2013 par l'Institut für Demoskopie d'Allensbach (IfD) sur la manière dont ils abordent les douze mois à venir, 57 % d'entre eux avaient dit « avec espoir » ; en février, lors d'une nouvelle vague, ils étaient 59 %. Ce sondage sur les perspectives, que l'IfD réalise tous les ans depuis 1949, est considéré comme l'un des indicateurs les plus fiables quant à l'évolution de la conjoncture. Et de fait, actuellement, la confiance des Allemands atteint le niveau enregistré au milieu des années 1990 (reprise après la crise de 1993) et même durant... les années du « miracle économique ». Bien informés des réalités économiques, et fiers d'avoir surmonté avec énergie la récession induite par la crise de la finance mondiale, les Allemands sont conscients de figurer aujourd'hui parmi les rares Européens à avoir une économie compétitive et robuste, et un marché de l'emploi leur assurant sécurité et revenus.

350 000 emplois réguliers créés en 2013

L'indice GfK de confiance des ménages poursuit sa progression, le contexte étant favorable à la consommation. Le marché de l'emploi est dynamique : le taux de chômage se stabilisait à 6,8 % au dernier trimestre 2013 (données administratives). Le nombre d'emplois vacants dépassait le million (IAB), et plus de 350 000 emplois soumis à cotisations sociales avaient été créés en 2013 (Agence fédérale pour l'emploi). La hausse du nombre d'emplois depuis 2006 est imputable en totalité à celle d'emplois réguliers, le nombre d'emplois atypiques stagnant depuis (Bundesbank,

février). Cette année, l'industrie compte créer 40 000 nouveaux emplois (DIHK).

Le pouvoir d'achat se maintient

L'inflation était modérée en 2013 (1,5 %). La parité €/\$, en abaissant le coût d'importation des produits pétroliers, a réduit la facture énergétique des ménages ; mais la hausse de la contribution aux énergies renouvelables a gonflé leur facture d'électricité. Pour la première fois depuis 2009, les salaires réels ont légèrement baissé, les salaires conventionnels bruts mensuels n'augmentant que de 1,4 % sur l'ensemble de l'année ; mais après plusieurs années de 'rattrapage' au sortir de la récession de 2008/09, l'année 2013 a connu un retour à la normale avec moins de primes versées. Globalement, du fait de la bonne tenue de l'emploi, le revenu disponible des ménages a progressé de 2,5 %, soit autant que les dépenses des ménages dont le taux d'épargne se stabilise à 8,8 % (Destatis).

Objectif 2024 : ramener la dette en-dessous de 60 % du PIB

Enfin, l'Allemagne présente un budget à l'équilibre (déficit 2013 : +0,23 % du PIB) et, surtout, commence à réduire sa dette qui, en 2013, était retombée à 78,4 % du PIB après avoir atteint 82,5 % en 2010 sous l'effet des mesures de sauvetage et de soutien en réaction à la crise au sein de la zone Euro. Le gouvernement fédéral compte ramener la dette à moins de 60 % du PIB d'ici dix ans.

CE CONTEXTE PROSPÈRE NOURRIT LA TENTATION... Tout incite aujourd'hui les Allemands à relâcher les efforts auxquels ils doivent pourtant leur redressement productif, et à vouloir redistribuer les fruits de leur deuxième « miracle économique » que sont une compétitivité patiemment reconquise depuis le milieu des années 1990, un système de protection sociale globalement soutenable et un marché de l'emploi qui réduit désormais l'exclusion.

« *En matière de politique sociale et de politique pour l'emploi, le gouvernement fédéral est en train de prendre des mesures susceptibles de mettre en danger le potentiel de croissance à court terme de l'économie allemande* ». Le Conseil des Sages (communiqué du 20-03-2014) n'est pas le seul à mettre en garde la Grande coalition contre les effets néfastes du projet de salaire minimum légal généralisé et, plus encore, de celui de rabaisser l'âge légal de la retraite (67 ans en 2019) à 63 ans pour ceux qui ont cotisé 45 ans durant.

Le premier projet incite le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* à titrer une tribune « *Sauvez le secteur à bas salaires* » (18-03-2014). L'ouverture de la fourchette des salaires vers le bas avait permis de réduire en grande partie ce *mismatch* entre l'offre et la demande qui rendait incompressible le chômage de longue durée des moins qualifiés et menaçait la cohésion sociale ; quant à la bonne tenue du pouvoir d'achat des ménages, elle est largement imputable aussi aux *mini-jobs* qui

permettent d'apporter un complément de revenus aux ménages. Or la politisation de la fixation des salaires qui s'esquisse aujourd'hui en Allemagne risque à terme, comme en France, de déséquilibrer l'échelle des salaires en la nivelant vers le bas et de relancer la spirale d'exclusion du marché de l'emploi des moins qualifiés. Quant aux exceptions prévues (pour les jeunes notamment), elles « *sont une incitation directe aux abus* », résume Christian Bäuml, vice-président de l'aile des entrepreneurs au sein de la CDU (*Handelsblatt online*, 18-03-2014). Quoiqu'il en soit, la perspective d'un SMIC à 8,50 € a poussé le syndicat Ver.di à faire le forcing dans le service public dont les 2,1 millions de salariés ont obtenu une nette hausse de leurs salaires (+3 % cette année, puis +2,4 % à partir de mars 2015). La plupart d'entre eux étant occupés dans les communes, cela risque de réduire d'autant les investissements communaux.

Quant à la « retraite à 63 ans » et la prise en compte de périodes de chômage dans l'ouverture des droits, elle risque de mettre à mal la soutenabilité du financement des retraites qui avait été rétablie au prix d'efforts conséquents sous le gouvernement Schröder et, *in fine*, la consolidation des finances publiques. Elle est non seulement socialement injuste vis-à-vis des générations futures, mais réduit aussi à néant tous les efforts entrepris par les entreprises pour conserver les compétences des seniors, considérées outre-Rhin comme un facteur de compétitivité. Et, s'insurge l'ex-chancelier Schröder, elle est « *le plus mauvais signal qui soit, surtout envers nos partenaires européens à qui nous demandons à juste titre de mener des réformes structurelles* » (*Bild*, 29-01-2013).

I.

Bourgeois

(08-04-2014)